



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 007/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/ 2024 DU 27 AOÛT 2024
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS STABILISANTS, DANS LES DIX (10) RÉGION DU CAMEROUN (PROGRAMME ANNUEL 2024, DANS LES RÉGIONS DE L'ADAMAOUA ET DU LITTORAL)
FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2024, 2025 et 2026.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des travaux sus-indiqués.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux de réhabilitation de certaines routes en terre aux produits stabilisants, dans les régions de l'Adamaoua et du littoral.

2. Allotissement et coût prévisionnel

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en trois (03) lots comme suit :

N° des lots	Régions	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
1-Ad	Adamaoua	Tibati - Pont de Mbanti (Lim Djerem) - Banyo	109,7	Phase 1 : 110 765 363	Phase 1 : 08	Réhabilitation aux produits stabilisants
				Phase 2 : 1 121 374 035	Phase 2 : 04	
				Total : 1 232 139 398	Total : 12	
2-Ad	Adamaoua	Banyo - Nyamboya - Bankim	120	Phase 1 : 139 474 800	Phase 1 : 08	Réhabilitation aux produits stabilisants
				Phase 2 : 839 807 722	Phase 2 : 04	
				Total : 979 282 522	Total : 12	
3-Lt	Littoral	Yabassi - Nkondjock	92,5	Phase 1 : 445 500 113	Phase 1 : 08	Réhabilitation aux produits stabilisants
				Phase 2 : 850 456 931	Phase 2 : 04	
				Total : 1 295 957 044	Total : 12	
Total			322,2	3 507 378 964		

3. Consistance des travaux

Outre les travaux généraux relatifs à la préparation et l'organisation du chantier, à l'issue desquelles le Cocontractant est appelé à fournir un certain nombre de documents (projet d'exécution incluant les études d'identification des sols en place ; Plan d'Assurance de la Qualité ; dossier de récolement, etc.), les travaux à exécuter dans le cadre du présent marché comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Les installations comprenant l'installation du chantier, le repli du matériel et la réalisation des études d'exécution et géotechniques ;
- Le nettoyage et les terrassements comprenant les remblais (apports) en latéritique provenant d'emprunts agréés, la mise en forme de la plateforme avec des fossés et exutoires, le reprofilage/compactage, le curage et la remise en forme des fossés en terre existants et la création d'exutoire au Bulldozer ou à la pelle ;
- Les travaux de la chaussée (l=6m) comprenant la scarification de la chaussée et le retraitement des matériaux aux produits stabilisants " Con Aid CBR PLUS/Roadparker INNOV-ST/ Top Seal White/ Liant Hydraulique Routier (LHR) " sur une profondeur de 15 à 20cm.
- L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses et des dalots, la réalisation des Fossés maçonnés triangulaires de Section de base : hauteur = 60cm, ouverture = 120cm ép. 15 cm,
- Les travaux d'ouvrage d'art comprenant la construction des dalots en béton armé de section variable ;

➤ La Réhabilitation/Construction et la gestion des barrières de pluies types MINTP.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le CCTP.

4. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics de droit Camerounais.

5. Mode de soumission

Le mode de soumission est «En ligne ou hors ligne (on/offline) ». Autrement dit, les deux types de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner simultanément en ligne et hors ligne pour cet Appels d'Offres.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP du MINTP Exercices 2024, 2025 et 2026.

7. Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux de chaque lot est fixé à douze (12) mois calendaires (hors période de garantie), dont une première phase de Huit (08) mois pour l'exécution des travaux proprement dits et une deuxième phase de Quatre (04) mois pour la gestion des barrières de pluies, suivant le tableau ci-après :

N° lot	Région	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Délais (mois)	Type d'intervention
1-Ad	Adamaoua	Tibati - Pont de Mbanti (Lim Djerem) - Banyo	109,7f	Phase 1 : 08	Réhabilitation aux produits stabilisants
				Phase 2 : 04	
				Total : 12	
2-Ad	Adamaoua	Banyo - Nyamboya - Bankim	120	Phase 1 : 08	
				Phase 2 : 04	
				Total : 12	
3-Lt	Littoral	Yabassi - Nkondjock	92,5	Phase 1 : 08	
				Phase 2 : 04	
				Total : 12	
TOTAL					

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, pour chaque lot postulé, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics (voir liste pièce 11 du DAO). Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après :

N° Lot	Montant de la caution de soumission
1-Ad	24 600 000
2-Ad	19 500 000
3-Lt	25 900 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la décision d'attribution, pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

9. Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marc:nespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent mille (400 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait dudit DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte Postale, Numéro de téléphone, fax, E-mail ...).

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Présentation des offres

11.1. Pour la soumission hors ligne

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :

- l'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'Offre technique (Volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'Offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11.2. Pour la soumission en ligne

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

12. Remise des offres

12.1. Pour la soumission hors ligne :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en huit (08) exemplaires dont un (01) original et sept (07) copies marqués comme tels, devra être déposée contre récépissé, sous plis fermés, à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210, au plus tard le 09 OCT 2024 à 11 heures. Elle devra porter la mention :

N° 0071 " APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINTP/ CIPM-TCRI/2024 DU 27 AOÛT 2024

EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE
RÉHABILITATION DE CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS
STABILISANTS DANS LES DIX (10) RÉGIONS DU CAMEROUN « PROGRAMME
ANNUEL 2024, DANS LES RÉGIONS DE L'ADAMAOUA ET DU LITTORAL ».

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2024, 2025 et 2026.

<<A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT>> "

Les offres parvenues après la date et heure limites de dépôt ne seront pas reçues.

12.2. Pour la soumission en ligne :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 01 OCT 2024 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous pli fermé ainsi que l'original de la Caution de Soumission, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 01 OCT 2024 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 0071 « AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 du 27 AOÛT 2024

EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE
RÉHABILITATION DE CERTAINES ROUTES EN TERRE AUX PRODUITS STABILISANTS DANS
LES DIX (10) RÉGIONS DU CAMEROUN « PROGRAMME ANNUEL 2024, DANS LES RÉGIONS
DE L'ADAMAOUA ET DU LITTORAL ».

FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2024, 2025 et 2026 ET SUIVANTS

(COPIE DE SAUVEGARDE) ».

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai et lieu, en plus de la copie de sauvegarde, l'Original de la Caution de Soumission et l'accusé de réception du dépôt des offres sur la plateforme COLEPS.

13. Recevabilité des offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des dossiers administratif, technique et financier et le mode de présentation des offres décrits au point 10) ci-dessus, seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage lors de la remise des offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque ou une compagnie d'assurance agréée et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Ces pièces administratives devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date limite de remise des offres, et la date limite de validité desdites pièces doit être postérieures à celle de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des volumes 1, 2 et 3 contenant les pièces administratives, les offres technique et financière sera effectué le 01 OCT 2024 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, siégeant à la salle de réunion de la Direction de la Construction sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

La Commission compétente de Passation des Marchés établira séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la composition des offres.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

- a) Absence à l'ouverture des offres, de l'original du cautionnement provisoire pour chaque lot postulé ;
- b) Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire ;
- c) Non-conformité après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- e) Offre technique incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
 - Une note méthodologique afférente au projet et comprenant obligatoirement un chapitre sur la mise en œuvre du produit stabilisant retenu ;
 - La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
 - L'attestation de capacité financière ou ligne de crédit pour préfinancer la stabilisation d'au moins 10 km de route, soit un montant minimum de 250 000 000 F CFA, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ;
 - Une promesse de vente/ Avant-contrat avec le promoteur de chaque produit stabilisant visé dans le présent Dossier d'Appel d'Offres (à l'exception du LHR), dûment signé par les deux parties (vendeur et acheteur) et suivant le modèle joint au DAO, pour la fourniture desdits produits. (pièce 10.16) ;
- f) Non justification de la possession en propre du matériel minimum constituant la liste suivante :
 - quatre (04) camions bennes ;
 - deux (02) niveleuses avec scarificateur à dents multiples (Caterpillar 140H ou équivalent) ;
 - un (01) Compacteur (compacteur tambour) d'au moins 15 tonnes ;
 - un (01) camion-citerne à eau d'au moins 12 m³.
 - un (01) Tracteur de fraissage. La possession du tracteur de fraissage peut également être justifiée en location ou par leasing.
- g) N'avoir pas présenté un Conducteur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ayant au moins dix (10) ans d'expérience générale et ayant été conducteur des travaux ou Ingénieur routier (terrassements/chaussées), pour des travaux d'au moins un (01) projet de réhabilitation de routes en terre de montant supérieur ou égal à 500 millions de Fcfa TTC et, d'au moins un (01) projet de nature et de complexité similaires ;
- h) N'avoir pas présenté un rapport illustré de la visite de site, assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (le rapport ne sera pas considéré sans ces images) ;
- i) N'avoir pas justifié d'un chiffre d'affaires annuel minimum de cinq cent millions (500 000 000) de francs CFA TTC sur au moins une des trois (03) dernières années à compter de 2021 ;
- j) Offre financière incomplète pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
 - la soumission timbrée, datée et signée ;
 - le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ;
 - le Devis Quantitatif et Estimatif ;
 - le sous - détail des prix unitaires quantifiés.
- k) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- l) N'avoir pas obtenu au moins un total de 2 critères sur les 3 critères essentiels dont obligatoirement les critères Personnel et matériel.
- m) Non-conformité du mode de soumission ;
- n) Non-respect du format de fichier des offres (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;

- o) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (pour les cas de soumission en ligne uniquement).

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 3 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur 1 critère ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 1 critère ;
- c) Les références du soumissionnaire sur 1 critère.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents Administratifs susceptibles de justifier sa démission ou sa libération de la Fonction Publique ou sa mise en indisponibilité sera considéré comme non valable.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratives, techniques et financières requis.

Il ne peut être attribué au maximum qu'un (01) seul lot par soumissionnaire au titre de cet Appel d'Offres.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tel. : 222 22 92 34, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

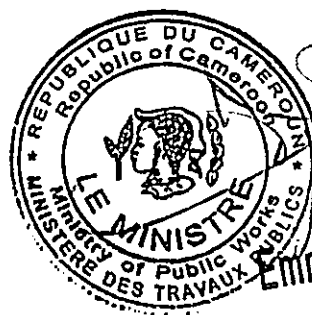
20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé, le 27 AOÛT 2024

Ampliations :

- DG/ARMP
- P/CIPM-TCRI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Emmanuel NGANOU D.



0071 NOTICE FOR OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER
/AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 OF **27 AOUT 2024**

IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON SOME EARTH ROADS WITH STABILISING PRODUCTS, IN THE TEN (10) REGIONS OF CAMEROON (ANNUAL PROGRAMME 2024, IN THE ADAMAWA AND LITTORAL REGIONS)
FINANCING: MINTP PIB FINANCIAL YEARS 2024, 2025 and 2026.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the execution of the above works.

1. Purpose of the Call for Tenders

This Call for Tenders concerns the execution of rehabilitation works on some earth roads using stabilising products, in the Adamawa and Littoral regions.

2. Allotment and estimated cost:

Works under this Call for Tender shall be divided into tree (3) lots as follows:

No. of lot	Region	Road section	Estimated Length (km)	Estimated budget including taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
1-AD	Adamawa	Tibati -Mbamti Bridge (Lim Djerem) - Banyo	109.7	Phase 1 : 110 765 363	Phase 1 : 08	Rehabilitation with innovative products
				Phase 2 : 1 121 374 035	Phase 2 : 04	
				Total : 1 232 139 398	Total : 12	
2-AD	Adamawa	Banyo - Nyamboya - Bankim	120	Phase 1 : 139 474 800	Phase 1 : 08	
				Phase 2 : 839 807 722	Phase 2 : 04	
				Total : 979 282 522	Total : 12	
3-LT	Littoral	Yabassi - Nkondjock	92.5	Phase 1 : 445 500 113	Phase 1 : 08	
				Phase 2 : 850 456 931	Phase 2 : 04	
				Total : 1 295 957 044	Total : 12	
Total			322,2	3 507 378 964		

3. Scope of works

In addition to general works relating to the preparation and organisation of the site, at the end of which the Co-contractor is required to provide a number of documents (final design including studies to identify the soils; Quality Assurance Plan; post completion drawings, etc.), works to be carried out under this contract include the following non-exhaustive operations:

- Installations, including setting up the worksite, removing equipment and carrying out design and geotechnical studies;
- Clean-up and earthworks, including lateritic backfill from approved borrow material, shaping of the platform with ditches and outlets, reprofiling/compaction, cleaning and reshaping of existing earthen ditches and creation of outlets using a bulldozer or excavator;
- Work on the carriageway (l=6m), including scarifying the carriageway and reprocessing the materials with 'Con Aid CBR PLUS / Roadparker INNOV-ST/ Top Seal White/ Liant Hydraulique Routier (LHR)' stabilising products to a depth of 15 to 20cm.
- Sewerage and drainage work, including cleaning out culverts and scuppers, and creating triangular masonry ditches with a base section of: height = 60cm, opening = 120cm, thickness 15cm,
- Civil engineering works including the construction of reinforced concrete gutters of variable cross-section;
- Rehabilitation/construction and management of MINTP-type rain barriers.

These works are detailed in the Special Technical Conditions (STC).

4. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all contractors or joint-ventures of the public works sector governed by Cameroon law.

5. Bidding method:

The submission mode is 'On/offline'. In other words, both types of submission are possible. However, it is not possible to bid simultaneously online and offline for this Call for Tenders.

6. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the PIB of the Ministry of Public Works, 2024, 2025 and 2026 Financial Years.

7. Execution time frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for each lot is twelve (12) calendar months (excluding the guarantee period), including a first phase of eight (8) months for the execution of works proper and a second phase of four (4) months for the management of the rain gates, as shown in the table below:

No. of lot	Region	Road section	Estimated Length (km)	Time frame (months)	Type of intervention
1-AD	Adama wa	Tibati -Mbanti Bridge (Lim Djerem) - Banyo	109,7f	Phase 1: 08	Maintenance/rehabilitation with stabilising products
				Phase 2: 04	
				Total: 12	
2-Ad	Adama wa	Banyo - Nyamboya - Bankim	120	Phase 1: 08	
				Phase 2: 04	
				Total: 12	
3-LT	Littotal	Yabassi - Nkondjock	92.5	Phase 1: 08	
				Phase 2: 04	
				Total: 12	
TOTAL					

The time frame shall run from the date of notification of the Service Order to Start, and shall include rainy periods as well as all bad weather conditions and miscellaneous constraints.

8. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include, for each lot tenderer for, a provisional guarantee (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the tender documents by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts. (See the list of Document 11 in Tender Documents). The amount in CFAF of the bond is specified in the table below:

No. of lot	Amount of bid bond
1-Ad	24 600 000
2-Ad	19 500 000
3-LT	25 900 000

Under penalty of rejection, the provisional guarantee must be the original copy and less than three (3) months old.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. If the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided.

Bank or certified cheques are not accepted in place of the provisional guarantee.

9. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Regional Delegation of Public Works of the Centre Region, Room 206, and the electronic version on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

10. Acquisition of Tender Documents:

Tender Documents may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 210, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFA francs, representing the cost of the file.

Upon withdrawal of the said tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (P.O. Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the purchaser as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain Tender Documents by free download on the COLEPS platform available at the addresses indicated above for the electronic version. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

11. Presentation of Tenders

11.1. For offline submission

The documents making up the tender are divided into the following three volumes contained in a closed and sealed envelope, of which :

- envelope A containing the Administrative Documents (Volume 1);
- envelope B containing the Technical Offer (Volume 2);
- envelope C containing the Financial Offer (Volume 3).

Tenders submitted in this way will be placed in a single, closed and sealed envelope bearing only the reference to the Invitation to Tender in question.

The various parts of each tender will be numbered in the order of the DAO and separated by dividers of an identical colour other than white.

11.2. For online submission

The maximum sizes of the aforementioned volumes (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) or files that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative File (Volume 1) ;
- 15 MB for the Technical Proposal (Volume 2) ;
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3).

The following formats are accepted:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for pictures.

12. Submission of Tenders

12.1. For offline submission:

Each tender, drawn up in French or English and in eight (08) copies of which one (01) original and seven (07) copies must be marked as such, must be deposited in closed envelopes, against receipt, at the Tender Unit of the Department of Contracts of the Ministry of Public Works in Yaoundé, located on the 2nd floor of the new R+3 building housing certain Central Services of the Ministry of Public Works, within the premises of the Regional Delegation of Public Works of the Centre, Gate 210, no later than 11 a.m. on ~~01 OCT 2024~~. It should be marked

007 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No 007 / AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 of 27 AOUT 2024

IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON SOME EARTH ROADS WITH STABILISING PRODUCTS, IN THE TEN (10) REGIONS OF CAMEROON (ANNUAL PROGRAMME 2024, IN THE ADAMAWA AND LITTORAL REGIONS)

Financing: MINTP PIB Financial years 2024, 2025 and 2026

Project owner: Ministry of Public Works

NOT TO BE OPENED UNTIL THE COUNTING SESSION'."

12.2. For online submission:

The tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than 11 a.m. on 01 OCT 2024.

In addition, an uncompressed backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope, together with the original provisional guarantee, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 2nd floor of the new R+3 building housing certain Central Services of the Ministry of Public Works, within the premises of the Regional Delegation of Public Works of the Centre, gate 210, no later than 11 a.m. on 01 OCT 2024, and deposited in exchange for a receipt. This envelope must be marked:

No. 007 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
/ AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2024 of 12.7 AOÛT 2024

IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF REHABILITATION WORKS ON SOME EARTH ROADS WITH STABILISING PRODUCTS, IN THE TEN (10) REGIONS OF CAMEROON (ANNUAL PROGRAMME 2024, IN THE ADAMAWA AND LITTORAL REGIONS)

Financing: MINTP PIB Financial years 2024, 2025 and 2026

Project owner: Ministry of Public Works
(BACK-UP COPY)."

NB: In addition to the back-up copy, tenderers must also submit the original provisional guarantee and the acknowledgement of receipt for the submission of tenders on the COLEPS platform within the same time and place.

13. Tender Compliance

Bids that do not comply with the method of separation of the administrative, technical and financial files and the method of presentation of the bids described in point 10) above, will be inadmissible by the Project Owner when the bids are submitted.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected, This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a bank or an insurance company authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender validity.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation.

These administrative documents must date no more than three (3) months, with effect from the initial tender submission deadline and shall be issued after the publication of the Call for Tenders.

14. Opening of tenders

Tenders shall be opened in a single step.

Volumes 1, 2, 3 containing administrative documents, technical and financial offers shall be opened on 01 OCT 2024 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation at the Ministry of Public Works (CIPM-TCRI), in the meeting room of the Department of Construction, located in the premises of the Regional Delegation of Public works for the Centre, in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

The relevant Tenders Board shall draft on the spot a report on the opening of tenders, mentioning the content of bids.

15. Tender Evaluation Criteria

14.1 Eliminary Criteria

- Lack of the original provisional guarantee for each lot applied for at the tender opening;
- Absence, after the 48 hour-deadline extension following the opening session, of one of the documents in the administrative file with the exception of the provisional guarantee;

- c) Non-compliance, after the 48 hour-deadline extension following the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file;
- d) False declaration, forged or non-authentic documents;
- e) Incomplete technical file for absence or non-compliance of one the following required documents:
 - A methodology note relating to the project, which must include a chapter on the use of the stabilising product selected;
 - A declaration on honour that the bidder has not abandoned a contract in the last three years, and that it is not on the list of defaulting companies drawn up by the Ministry of Public Procurement;
 - Proof of financial capacity or a line of credit to pre-finance the stabilisation of at least 10 km of road, i.e. a minimum amount of CFAF 250,000,000, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance;
 - A promise of sale/pre-contract with the promoter of each stabilising product referred to in these Tender Documents (with the exception of LHR), duly signed by both parties (seller and buyer) and following the model attached to the DAO, for the supply of the said products. (Exhibit 10.16) ;
- f) Failure to provide proof ownership of the minimum equipment listed below:
 - four (4) dump trucks;
 - two (2) graders with a multi-tine scarifier (Caterpillar 140H or equivalent);
 - one (1) compactor (drum compactor) weighing at least 15 tonnes;
 - one (1) water tanker of at least 12 m³.
 - one (1) milling tractor. Ownership of the milling tractor can also be through renting or leasing.
- g) Failing to present a Works Director who meets the specific qualifications and experience required in the RPAO: Civil Engineer, level BAC+3 or more or equivalent and registered with the National Order of Civil Engineers (ONIGC) with at least ten (10) years general experience and having been a Works Director or Road Engineer (earthworks/pavements), for work on at least one (01) earth road rehabilitation project for an amount equal to or greater than 500 million CFA francs inclusive of tax and at least one (01) project of a similar nature and complexity; Failure to submit an illustrated report of the site visit, including photos of the critical sections of the road with their locations (the report will not be considered without these images);
- h) Have not provided proof of a minimum annual turnover of five hundred million (500,000,000) CFA francs (inclusive of tax) corresponding to the total mandated payments received for contracts in progress or completed over the last three (03) years as from 2021;
- i) Incomplete financial offer due to absence or non-compliance of one the following required documents:
 - The stamped, dated and signed bid;
 - The Unit Price Schedule (BPU) in compliance with the model (6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words;
 - Bill of Quantities;
 - the sub-detail of quantified unit prices (the absence or non-conformity of the model will result in the elimination of the candidate).
- j) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- k) Failure to obtain at least a total of 2 out of the 3 essential criteria, which must include the Personnel and Equipment criteria.
 - l) Non-compliance with the prescribed bidding method;
- m) Non-compliance with tender file format;
- n) Absence of a backup copy in case of malfunctioning of COLEPS platform.

14.2 Essential Criteria

The technical proposals shall be evaluated on 3 criteria according to the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff (document 9.5) on 1 criteria;
- b) Equipment to be mobilised on 1 criteria;
- c) Contractor's references on 1 criterion.

NB: Any public service employee listed among the staff who did not submit all administrative documents justifying his resignation or release notified by the Public Service or his placement on reserve shall not be accepted.

16. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer with the lowest bid and who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

Any bidder shall not be awarded more than one (1) lot on this Call for Tenders.

18. Additional Information:

Additional technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works Tel.: 222 22 92 34, located in the premises of the Regional Delegation of Public works for the Centre, Room 210 or at the Department of Road Investments of the Ministry of Public Works, Tel.: (237) 222 22 06 54, 4th floor of the building hosting some services of the Ministry of Public Works in Bastos neighbourhood, Yaounde, opposite the Swiss Embassy or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

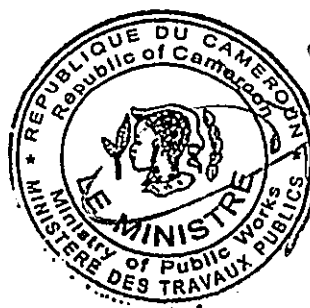
20. Fight against corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

True copie:s

- DG/PCRA
- P/CIPM-TCRI
- CHRONO.
- ARCHIVES
- BILLPOSTING.

Yaounde, 27 AOÛT 2024



Emmanuel NGANOU